

CHLEF

Le train plus rapide

Cela a été rendu possible grâce au dédoublement du tronçon Khemis Miliana-Chlef sur une distance de 88 kilomètres. Cet ouvrage a été bénéfique pour la durée du trajet qui a été réduit de 20 mn grâce à la possibilité d'augmenter la vitesse à 120 km/h. On escompte porter cette dernière à 160 km/h avec le dédoublement d'autres tronçons. Les projets de réalisation de deux tunnels de 18 km de long chacun à Bouhalouane et Oued Djer amélioreront tous les paramètres au bénéfice du confort des usagers. Si la réalisation de cet ouvrage d'art n'a pas connu de problème, par contre les travaux du tronçon Boukadir-Yellel ont été sujets à des perturbations représentées par un mouvement de protestation émanant des habitants concernés par l'expropriation d'utilité publique indispensable au dédoublement de cette partie de la voie ferrée.

Medjdoub Ali

APRÈS L'INCARCÉRATION DU PRÉCÉDENT P/APC

Un nouveau maire pour Constantine

L'Assemblée populaire communale de la troisième ville du pays reconquiert sa légitimité bafouée trois années plutôt par l'entorse morale tue et/ou orchestrée par ses propres édiles qui s'étaient pliés aux désidératas du très controversé mouhamed du FLN de l'époque, au lendemain des élections locales de novembre 2012.

En effet, c'est à la faveur du scandale qui a éclaboussé l'APC de Constantine suite à l'incarcération de son président, que le tête de liste de candidatures du parti victorieux des élections de 2012, le FLN en l'occurrence, se réapproprie, trois années plus tard, ce qui lui revenait de droit.

Les tractations de coulisses ont donc vécu et la main lourde de l'administration a pesé, dans l'ombre pour replacer au rang de premier magistrat de Constantine Mohamed Righa son désormais maire.

L'assemblée générale extraordinaire électorale tenue hier à l'Hôtel de ville sous les auspices du chef de

daïra de Constantine n'aura, donc, recouru à aucun subterfuge pour réhabiliter Mohamed Righa, élu maire à l'unanimité par ses pairs à main levée.

Une motion de soutien paraphée par l'ensemble des élus, y compris ceux issus d'autres formations politiques autres que le FLN dont le RND que d'aucuns considèrent de trouble-fête à l'affût du moindre faux-pas du collège du vieux parti. Ceci étant, point de suffrage à bulletins secrets n'a été envisagé puisque la messe a été dite bien avant l'entame du complot.

La sérénité qui prévaudra à cette

joute est attestée, notamment, par les directives du chef de daïra qui a longuement insisté sur la cohésion qu'il sied d'asseoir entre élus, président d'Assemblée et administration municipale. Une manière à lui de récuser les rapports perfides entre ces derniers durant la première moitié du mandat caractérisée par des sessions houleuses d'une APC qui n'est guère parvenue à se hisser au niveau des aspirations et attentes citoyennes. Pis encore, pour la première fois de l'histoire de l'Hôtel de ville de Constantine, deux élus dont le présidents d'APC qui devra répondre prochainement devant la justice de son implication dans le scandale du permis de construire accordé à son ex-employeur et ancien mouhamedh du FLN. Et à propos justement de cette affaire à rebondissement, le juge d'instruction de la deuxième chambre près le tribunal de première instance de

Chelghoum Laid a ordonné, mardi, la mise sous mandat de dépôt du directeur des équipements de la commune de Constantine après celle du maire prononcée mercredi passé alors qu'un autre élu se retrouve sous contrôle judiciaire (cf *Le Soir d'Algérie* du 31 octobre 2015).

Ceci, au moment où l'ex-mouhamedh du FLN use vraisemblablement de moyens dilatoires puisqu'il n'a toujours pas répondu à la convocation du magistrat instructeur qui devait l'auditionner au lendemain de l'incarcération du P/APC Seif-Eddine Rihani. Ce dernier qui vient d'être remplacé par Righi Mohamed a fait l'objet, au lendemain de son emprisonnement, d'un arrêté du wali de Constantine mettant fin à ses fonctions à la présidence de l'APC au même titre qu'une procédure de destitution du mandat électoral à l'endroit de l'élu mis sous contrôle judiciaire.

K. G.

ORAN

8 178 logements sociaux à distribuer en quelques semaines

C'est de manière presque solennelle et se voulant transparente, que le wali d'Oran a choisi de donner une conférence de presse coïncidant avec le lancement de l'opération de relogement de milliers de familles vivant dans des bidonvilles ceinturant Oran, ou dans les vieux quartiers, soit en tout 8 178 logements sociaux.

Le wali estimera que cette attribution de logements sociaux locatifs est la plus importante qu'ait jamais connue la wilaya et qui va s'étaler jusqu'à la fin de l'année. Ce mercredi, ce sont 300 familles installées dans le bidonville dit «Virage» de Aïn Beïda qui ont été relogées, une partie à Boutlelis et les autres dans la commune de Aïn Beïda. La démolition du site va permettre de lancer les travaux de dédoublement de la route et l'extension du cimetière, deux projets qui étaient bloqués à cause de la présence de ce bidonville très ancien.

Dans les semaines à venir, d'autres opérations de relogements seront lancées, pour éradiquer les bidonvilles de Cheklaoua, Hayat-Regency, Daya-Morsli et Emir-Abdelkader. Les vieux quartiers et le vieux bâti de la ville d'Oran sont aussi concernés par cette vaste opération, plus particulièrement les familles ayant bénéficié de pré-affectation datant de 2011 et 2012 comme à Médioni, el-Hamri, Sid El Houari, Canastel à Aïn El Turck. La plupart des sites retenus pour accueillir ces centaines de familles sont répartis sur les communes de

la wilaya, comme Hassi Ben Okba, el Kerma, Boutlelis, Oued Tlalat et Belgaïd où pas moins de 3 500 logements sont prévus. Des communes rurales qui vont voir leur population croître d'un seul coup avec tous les problèmes que cela va engendrer comme la sécurité, les besoins sociaux en santé, l'éducation et les loisirs et autres aménagements urbains. Pour les vieux quar-

tiers d'Oran, le wali s'est engagé à procéder à la démolition des vieux immeubles évacués lorsque des entreprises spécialisées seront retenues pour le faire. Une fois le terrain dégagé, il sera clôturé et à ce moment-là ils seront affectés en fonction des demandes d'entités commerciales. S'abstenant de définir ce qu'il entend par entité commerciale et encore moins de s'expliquer sur les projets appelés à voir le jour, le wali a néanmoins assuré que les constructions, à venir, devront être modernes et s'intégrer au paysage urbain du site. Beaucoup de spéculations existent déjà sur ces poches de terrains intra-muros et les convoitises sont énormes. Par

ailleurs, interpellé sur la reprise des travaux dans la forêt de Canastel par des particuliers, le wali encore une fois, a affirmé être engagé à protéger la forêt et faire respecter la loi et les décisions de justice ordonnant la démolition des constructions illicites. Malheureusement, nul n'ignore que des villas luxueuses construites illicitement ainsi que des immeubles de promoteurs obtenant des permis de construire en violation de la réglementation urbaine, n'ont jamais fait l'objet de démolition. Ce qui fait dire très souvent aux citoyens qu'il y a deux poids deux mesures de la part de l'administration locale.

Fayçal Moulay

MOSTAGANEM

Assainir le contentieux des opérateurs économiques

La Cnas accorde une importance particulière aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance 01/15 du 23 juillet 2015 du fait que ces mesures répondent favorablement aux préoccupations des employeurs et employés.

«Nous sommes disposés à accompagner les employeurs pour assainir leur situation vis-à-vis de la Cnas et il n'y a pas de raison de ne pas le faire d'autant plus que ces employeurs ont la possibilité d'obtenir des facilités des abattements du taux de cotisation et se mettre en conformité avec la loi, un échéancier de paiement leur est d'ailleurs aussi accordé et les employeurs seront même exonérés

des majorations et pénalités de retard, a estimé le directeur de la caisse d'assurance de la Sécurité sociale de wilaya, M. Hadj Réda Ouagouag, lors d'un point de presse tenu, mardi dernier au niveau du siège de l'agence Cnas». Ainsi, le directeur de wilaya de la Cnas a invité les opérateurs économiques et autres à déclarer leurs salariés avant l'expiration des délais afin de pouvoir bénéficier des exonérations prévues par la loi des finances complémentaire (LFC) 2015. Des brigades mixtes Cnas-Angem sont à l'œuvre sur le terrain dans les 32 communes de la wilaya pour sensibiliser ceux qui activent dans le commerce informel et les opérateurs économiques sur les opportunités offertes par l'Etat.

A. B.

HOPITAL DE

SIDI-BEL-ABBÈS

Médecins et paramédicaux s'insurgent contre les décisions de la direction

Dans la journée d'hier, ils étaient des dizaines de médecins relevant des EPSP de Sidi-Bel-Abbès à observer un sit-in devant la direction générale à Sidi Yacine pour s'insurger, disent-ils, contre les décisions de la Direction qu'ils qualifient d'arbitraires.

Dans la journée de mardi dernier, même mouvement concernant les paramédicaux et pour les mêmes raisons. Les contestataires disent s'être regroupés devant la Direction pour exprimer leur colère contre les décisions d'affectation interne qui ont touché les paramédicaux et les médecins. Ce sont d'après eux des décisions dans lesquelles ni le Conseil médical, ni le partenaire social n'ont été concertés par la direction pour des changements aussi inopinés que soudains et qui touchent les 23 centres de Sidi-Bel-Abbès.

D'après eux, toujours, des paramédicaux et des médecins exerçant depuis plusieurs années dans le même centre ont été destinataires de décision de mutation sans qu'il y ait un motif ou un argument justifiant cela.

Les contestataires qualifient ce changement de choquant et de déstabilisant pour les blouses blanches... Le directeur qui a signé les décisions de mutation interne est parti en congé et son intérimaire est dans l'impossibilité de répondre aux doléances des dizaines de paramédicaux et médecins qui semblent déterminés à tout faire pour annuler ces décisions.

A. M.